Luc Chatel et Jean-Pierre Chevènement*, Le monde qu'on leur prépare. Ecole, économie, Etat,* entretiens croisés dirigés par Nicolas Beytout, Plon, septembre 2011, 240 p.

Récurrente à chaque échéance électorale -c'est l'*actualité* dans son sens le plus fugace-, la question de l'Ecole appartient à l'ensemble des préoccupations les plus vives de notre temps, et les réponses qui lui sont apportées caractérisent une civilisation. C'est alors l'actualité dans son sens le plus profond, le caractère de la *réalité effective en acte*.

Un enjeu philosophique

Hannah Arendt, philosophe qui avait fui le nazisme, découvrit, avec l'Amérique, la coexistence entre la démocratie et un certain abaissement de l'exigence en matière d'éducation et d'instruction. Elle pose la question provocatrice « Pourquoi le petit John ne sait-il pas lire ?»*. En 1980, Jacques Muglioni, doyen de l'Inspection générale de philosophie, prononce à Spa, dans le cadre des journées d'études de l'Inspection générale, une conférence au titre amphibologique, *La fin de l'Ecole*.** Dénonçant à son tour le renoncement en matière d'éducation et d'instruction, il s'y montre lecteur d'Hannah Arendt. En 1984, il rencontre l'écoute exceptionnelle du ministre de l'Education nationale alors en fonction, Jean-Pierre Chevènement.

En 2011 deux hommes politiques, Luc Chatel et Jean-Pierre Chevènement débattent de ce qui fut et demeure leur lourde charge: le grand ministère de la rue de Grenelle. Pourquoi, après trois décennies vouées à son éradication, l'échec scolaire ne recule-t-il pas ? Différents par leur formation et par leur engagement politique, les deux interlocuteurs exercèrent une autre responsabilité: ils furent tous deux ministres de l'Industrie, l'un de 1982 à 1983, l'autre de 2008 à 2009. Cela peut expliquer leur souci de l'insertion professionnelle des élèves au terme de la scolarité et leurs efforts en vue de promouvoir une formation adaptée. Luc Chatel, ministre de l'Education nationale et de la jeunesse de 2009 à 2010, est depuis novembre 2010 « ministre de l'Education nationale, de la jeunesse et de la vie associative ». Parmi ses attributions, on peut lire qu'il « contribue à la définition et à la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'égalité des chances et de lutte contre les discriminations ». Le 6 novembre 2011, Jean-Pierre Chevènement a annoncé sa candidature à la Présidence de la République, tandis que Luc Chatel sera, en cas de candidature du Président sortant, l'un de ses proches. Journaliste économique et politique, Nicolas Beytout conduit l'entretien et sait poser les questions qui amènent chacun à préciser ses propositions. L'intérêt de cette rencontre appelait l'attention de la *Revue* et du site de l'AMOPA.

Le dialogue s'articule en quatre grands moments :

I La place de la France dans le monde

II L'Ecole dans le monde d'aujourd'hui

III L'Ecole et ceux qui la font

IV Des idées pour demain.

Le thème de ces entretiens « quel monde leur prépare-t-on ? » manifeste une préoccupation philosophique : l'enfant n'est pas seulement une créature vivante, mais un nouveau venu dans le monde humain. L'éducation n'est pas une simple fonction de la vie. Aujourd'hui la question d'Hannah Arendt n'a rien perdu de son urgence : elle n'est plus de savoir «pourquoi le petit John ne sait pas lire » et «pourquoi le niveau scolaire de l'école américaine moyenne reste tellement au-dessous du niveau actuel de tous les pays d'Europe » (Hannah Arendt, *La crise de l'éducation*, *in La crise de la culture*, traduction française, p. 230). Le Vieux Monde a rattrapé dans ce domaine le pays naguère le plus « avancé ».

Mais quelle **place** la France occupe-t-elle dans ce **monde plus dur et plus incertain** ? L'enquête PISA (*Programme international pour le suivi des acquis des élèves*) menée tous les trois ans auprès des élèves de 15 ans dans tous les pays de l'OCDE, place la France, cinquième puissance économique mondiale, entre le 22° et le 26° rang pour la compréhension de l'écrit et les aptitudes mathématiques et scientifiques. Selon Luc Chatel, tout n'est pas affaire de moyens: bien des pays investissent moins que nous et réussissent mieux. 20% des élèves n'atteignent pas le « socle » minimum des compétences requises en fin de scolarité obligatoire. L'optimisation des ressources doit l'emporter sur l'augmentation automatique des moyens.

De cette stagnation, faut-il attribuer la responsabilité à l'évolution générale de la société ou aux **méthodes** mises en œuvre par l'école ? Le recul de l'orthographe est-il dû au « langage SMS » ? A la méthode globale ? Si Jean-Pierre Chevènement met directement en cause les dérives d'un pédagogisme prétendant s'affranchir des disciplines enseignées, il préconise pour l'acte initial que constitue l'apprentissage de la lecture, la méthode syllabique. Luc Chatel rappelle que les directives de Gilles de Robien allaient dans ce sens, mais que le principe de la liberté pédagogique guide l'action du ministère. Jean-Pierre Chevènement, pour qui « le système doit être piloté », incline pour une pédagogie structurée. Les deux interlocuteurs s'accordent sur un retour aux « fondamentaux » : dès le plus jeune âge, la récitation et le calcul mental doivent stimuler, exercer et fortifier la mémoire. Les apprentissages ne sauraient se ramener au seul plan ludique.

Sur une autre question brûlante, la **violence** en milieu scolaire, Luc Chatel et Jean-Pierre Chevènement s'accordent à reconnaître que la société accepte moins facilement l'autorité des maîtres et qu'une relation consumériste et une tendance à la « judiciarisation » portent à contester les décisions de l'institution, celles des conseils de classe par exemple.

Doit-on attribuer la baisse du niveau, naguère contestée, aujourd'hui reconnue, aux **horaires** et aux **rythmes**? Pour Jean-Pierre Chevènement « la semaine de quatre jours est profondément inégalitaire » (p. 124). Pour Luc Chatel « la semaine de quatre jours et demi se justifiait à l'époque où les parents travaillaient le samedi » (p. 125) et le problème de fond ne tient pas au nombre d'heures de classe *hebdomadaires*. La comparaison avec ce qui se fait ailleurs montre que la France est « le pays où il y a plus d'heures de cours et où les vacances d'été sont les plus longues ». Puisqu'en temps

de crise, l'éducation et la formation sont les meilleures armes, l'aide personnalisée pour l'école élémentaire (2h.), l'accompagnement éducatif au collège, l'accompagnement personnalisé au lycée constituent un important soutien de l'enseignement public. Ce soutien est-il pris sur le temps de l'enseignement disciplinaire ? Luc Chatel affirme la volonté de ne pas alourdir la charge de travail, particulièrement celui des lycéens.

La démocratisation

En un siècle et demi, l'école a connu en France trois étapes décisives. Jules Ferry rendit l'école **obligatoire**, **gratuite** et **laïque**. Ce fut l'acte fondateur. Mais au-delà du certificat d'études, cette école aboutissait à des filières très distinctes. Les années 70 engagèrent la révolution de la **démocratisation**, choix partagé par la droite et la gauche. La scolarité devint obligatoire jusqu'à 16 ans, et ce fut le collège unique (loi Haby). Jean-Pierre Chevènement fixa l'objectif de 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. Selon Luc Chatel, «la troisième révolution est celle de la **personnalisation**» : chaque élève doit quitter le système éducatif avec une qualification selon l'**individualisation** des parcours.

Conséquence de la démocratisation : l'action locale

La logique de la différenciation et de la personnalisation conduit à cette conséquence: plus le niveau de démocratisation du système scolaire est élevé, plus il faut faire confiance aux acteurs locaux, « mettre en œuvre une autonomie des établissements ».

La crise, moment révélateur

Ainsi les deux interlocuteurs en conviennent, et leur dialogue en témoigne, la *crise*, conformément à l'étymologie du terme *krisis* (*krineïn*, discerner) est le moment décisif. Elle agit comme un révélateur.

La rédaction

*Hannah Arendt (1906-1975), *La crise de la culture* (*Between Past and Future*), 1961, traduction française, coll. Idées, Gallimard, 1968.

** Jacques Muglioni (1921-1996), *La fin de l'école*, 1980, repris dans *L'Ecole ou le loisir de penser*, CNDP, 1993, pp. 23-35.